

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

6 MARS 2012

Proposition de résolution relative à la répression violente exercée contre la population syrienne

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR

MM. DE BRUYN ET TORFS

I. INTRODUCTION

La commission a examiné la proposition de résolution qui fait l'objet du présent rapport au cours de ses réunions des 28 et 29 février et du 6 mars 2012.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

6 MAART 2012

Voorstel van resolutie betreffende de gewelddadige onderdrukking van de Syrische bevolking

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN **DE BRUYN EN TORFS**

I. INLEIDING

De commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken tijdens haar vergaderingen van 28 en 29 februari en 6 maart 2012.

Composition de la commission :/ Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Karl Vanlouwe.

Membres / Leden :

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Luc Sevenhans, Karl Vanlouwe.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.
sp.a	Bert Anciaux, Marleen Temmerman.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Lieve Maes, Elke Sleurs, Helga Stevens.
Hassan Boussetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Jan Durnez, Cindy Franssen, Peter Van Rompuy.
Fatma Pehlivian, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui.
Nele Lijnen, Bart Tommelein.
Yves Buysse, Bart Laeremans.
Zakia Khattabi, Claudia Niessen.
André du Bus de Warnaffe, Dimitri Fourny.

Voir:

Documents du Sénat:

5-1252 - 2011/2012:

Nº 1: Proposition de résolution de Mme Lijnen et consorts.

Nº 2: Amendements.

Zie:

Stukken van de Senaat:

5-1252 - 2011/2012:

Nr. 1: Voorstel van resolutie van mevrouw Lijnen c.s.

Nr. 2: Amendementen.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME LIJNEN

La famille Assad règne d'une main de fer sur la Syrie depuis près de cinquante ans déjà. L'application ininterrompue, depuis 1963, de la loi d'urgence est utilisée pour mettre fin à toute forme d'opposition. La police peut procéder à des arrestations arbitraires, la loi interdit les partis politiques autres que le parti Baas. Les autorités syriennes ont également une très grande emprise sur l'appareil judiciaire.

Lorsque Bachar al-Assad a accédé à la présidence en 2000, il y avait un espoir que la Syrie connaîtrait une ère de changement et de réformes politiques mais ces attentes sont restées sans réponse.

Les manifestations contre le président Assad ont commencé dans le sud de la Syrie dans la ville de Deraa pour s'étendre ensuite rapidement à d'autres villes et villages. Elles ont toujours été violemment réprimées, par des tirs à balles réelles sur les manifestants pacifiques, y compris les femmes et les enfants. En mars 2011, l'armée a même pénétré dans une mosquée de Deraa et a ouvert le feu sur des innocents. Le président Assad a promis alors d'abolir la loi d'urgence, ce qu'il a fait, mais la situation ne s'est jamais améliorée. Le pouvoir judiciaire n'est toujours pas indépendant, le parti Baas est toujours tout-puissant et les services de sécurité n'ont aucun compte à rendre. Les journalistes sont censurés, l'accès à l'Internet est fortement réduit et pourtant des films témoignant de la violence y sont postés.

La Ligue arabe (qui a suspendu la Syrie) avait mis sur pied une mission d'observation mais a dû y mettre fin en raison des risques trop importants. Depuis lors, elle a l'intention d'entreprendre une mission de paix avec les Nations unies afin d'arrêter la violence. Les seuls alliés de poids que compte encore la Syrie aux Nations unies sont la Russie et la Chine, qui ont utilisé leur veto contre une résolution de l'ONU visant à mettre fin au conflit. D'autres pays y sont aussi opposés, comme l'Iran par exemple, qui condamne l'opposition sous prétexte que cette dernière est soutenue par l'Occident. Une résolution a toutefois été adoptée par l'Assemblée générale afin de condamner la violence mais elle est purement symbolique. L'Europe a aussi déjà imposé des sanctions. Par exemple, les avions-cargos provenant de Syrie ne peuvent plus débarquer en Europe, les fonds de la Banque centrale de Syrie et de cent cinquante citoyens syriens influents sont gelés. L'ONU et la Ligue arabe ont récemment désigné Kofi Annan comme leur émissaire conjoint.

En Syrie même, des dizaines de milliers de soldats ont déserté pour se battre aux côtés des opposants dans les rangs de l'Armée syrienne libre. L'opposition politique est menée par le Conseil national syrien qui, depuis l'étranger, essaie de faire destituer le président

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR MEVROUW LIJNEN

De famille Assad regeert in Syrië al bijna vijftig jaar met harde hand. Sinds 1963 is de noodwet onafgebroken gebruikt om elke vorm van oppositie te stoppen. De politie mag mensen willekeurig oppakken, andere politieke partijen zijn bij wet verboden. De Syrische autoriteiten hebben ook zeer veel macht over het gerechtelijk apparaat.

Toen Bashar al-Assad in 2000 als president van Syrië aantrad, was er hoop op veranderingen en politieke hervormingen maar die verwachtingen werden niet ingelost.

De demonstraties tegen Assad zijn begonnen in de zuidelijke stad Deraa, waarna ze zich snel verplaatsten naar andere steden en dorpen. De demonstraties werden altijd hard neergeslagen, schutters schoten met scherp op de vreedzame betogers, ook vrouwen en kinderen. In maart 2011 vielen ze zelfs de moskee in Deraa binnen en schoten op onschuldige mensen. Assad beloofde toen dat de noodwet buiten werking gesteld zou worden, wat gebeurde, maar de situatie is nooit beter geworden. De rechterlijke macht is nog steeds niet onafhankelijk, de Baath-partij heeft nog steeds alle macht en de veiligheidsdiensten hebben geen verantwoording af te leggen. Journalisten worden gecensureerd en het internet is sterk afgesloten maar toch geraken filmpjes op het internet waarin het geweld te zien is.

De Arabische Liga (die Syrië als lid geschorst heeft) had een waarnemersmissie opgezet maar heeft deze moeten stopzetten wegens het te grote gevaar. Ondertussen wil de Liga een vredesmissie met de VN ondernemen om het geweld te stoppen. Syrië heeft in de VN enkel nog Rusland en China als grootste bondgenoten, die hun veto gebruikten tegen een VN-resolutie om het conflict te doen stoppen. Ook andere landen zijn tegen, bijvoorbeeld Iran, die de oppositie veroordeelt omdat ze gesteund wordt door het Westen. Er werd wel een resolutie goedgekeurd door de Algemene Vergadering om het geweld te veroordelen maar deze is puur symbolisch. Europa heeft ook al sancties opgelegd. Zo mogen bijvoorbeeld vrachtvliegtuigen uit Syrië niet meer landen in Europa en zijn de fondsen van de Centrale Bank en van honderdvijftig belangrijke Syriërs bevroren. De VN en de Arabische Liga hebben onlangs Kofi Annan benoemd als hun gezamenlijke gezant.

In Syrië zelf zijn tienduizenden soldaten gedeserteerd uit het Syrische leger om mee te strijden met de tegenstanders in het Vrije Syrische leger. Politiek is er oppositie door de Syrische Nationale Raad, die vanuit het buitenland probeert om Assad te laten aftreden en

Assad et de réformer la Syrie pour en faire un pays démocratique. Au niveau international, plus de septante pays se sont réunis au sein de l'organisation les « Amis du peuple syrien », qui tente elle aussi de faire cesser le conflit.

Les actions des organisations ne sont pas vraiment un succès pour l'instant.

Il y a d'ores et déjà plus de huit mille morts, des dizaines de milliers de personnes sont en prison et des milliers d'autres ont disparu. Les violences ont déjà coûté la vie à des journalistes étrangers également. La Syrie n'a pas autorisé la Croix-Rouge à évacuer les blessés. Pour l'instant, le peuple syrien est prisonnier dans son propre pays.

Le régime qualifie les manifestations et la violence d'attentats terroristes et fait comme s'il était innocent.

Le 26 février 2012, un référendum a été organisé au sujet d'une nouvelle constitution syrienne pour réformer le pays : d'autres partis que le parti Baas seraient autorisés et davantage de liberté et de pluralité politique seraient possibles. Les mesures proposées par le référendum auraient été approuvées par la population syrienne à 89 % des voix. Toutefois, l'opposition et les puissances étrangères qualifient ce vote de mascarade, parce qu'entre-temps les violences continuent comme si de rien n'était.

Haitham al-Maleh, célèbre défenseur syrien des droits de l'homme et critique du gouvernement, a été libéré de prison en mars 2011 et a appelé la communauté internationale à faire pression sur le régime syrien pour que ce dernier respecte ses obligations internationales en matière de droits de l'homme.

Il est demandé, dans la présente proposition de résolution, que le gouvernement condamne le plus fermement que soit l'intervention violente des troupes de sécurité et des forces de police à l'encontre de manifestants pacifiques, et qu'il exprime sa profonde préoccupation à propos de la situation en Syrie et de l'augmentation du nombre de personnes tuées. Il est, en outre, instamment demandé aux autorités syriennes de renoncer à tout acte de violence.

En vue d'actualiser le texte, Mme Lijnen dépose un amendement global (doc. Sénat, n° 5-1252/2) visant à remplacer la proposition de résolution.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Anciaux pense qu'il est important que la commission adopte rapidement une résolution sur la situation en Syrie. Le texte de la résolution brosser un aperçu assez complet de la problématique. Il est toujours possible de déposer des amendements pour

Syrië te hervormen tot een democratisch land. Internationaal hebben meer dan zeventig landen zich verenigd in de organisatie « Vrienden van de Syrische bevolking », die ook poogt om het conflict te doen stoppen.

De acties van de organisaties zijn voorlopig niet echt geslaagd.

Er zijn nu al meer dan achtduizend doden, tienduizenden zitten in de gevangenis en nog eens duizenden zijn vermist. Er zijn ook al buitenlandse journalisten omgekomen door het geweld. Het Rode Kruis kreeg geen toestemming van Syrië om gewonden te mogen evacueren. Voorlopig zit het Syrische volk gevangen in eigen land.

Het régime bestempelt de protesten en het geweld als terroristische aanslagen en doet alsof het zelf onschuldig is.

Op 26 februari 2012 werd een referendum georganiseerd over een nieuwe Syrische grondwet ter hervorming van het land: andere partijen dan de Baath-partij zouden worden toegelaten en er zou meer vrijheid en politieke pluraliteit mogelijk worden. Deze zou door het Syrische volk zijn aangenomen met 89 % van de stemmen. De oppositie en het buitenland noemen deze stemming echter een schertsvertoning, omdat intussen het geweld gewoon verdergaat.

Haitham al-Maleh, de bekende Syrische mensenrechtenactivist en criticus van de regering, is in maart 2011 uit de gevangenis vrijgelaten en heeft de internationale gemeenschap opgeroepen druk op het Syrische regime uit te oefenen om zich aan zijn internationale verplichtingen te houden wat mensenrechten betreft.

In dit voorstel van resolutie wordt aan de regering gevraagd om in de scherpste bewoordingen het gewelddadige optreden van de veiligheidstroepen en de politie tegen vreedzame demonstranten te veroordelen, en zijn grote bezorgdheid te uiten over de situatie in Syrië en over het feit dat steeds meer mensen worden gedood. Verder worden de Syrische autoriteiten met klem verzocht af te zien van elke daad van geweld.

Ter actualisering van de tekst dient mevrouw Lijnen een globaal amendement in (stuk Senaat, nr. 5-1252/2) ter vervanging van het voorstel van resolutie.

III. ALGEMENE BESPREKING

De heer Anciaux denkt dat het belangrijk is dat de commissie snel een resolutie over de toestand in Syrië aanneemt. De tekst van de resolutie schetst een vrij volledig beeld van de problematiek. Het is altijd mogelijk amendementen in te dienen om bepaalde

développer plus amplement certains aspects et notamment le rôle de la Ligue arabe dans ce dossier. Il faut cependant constater que l'espoir suscité par l'action menée par la Ligue arabe n'a, à ce jour, pas permis d'aboutir à des résultats concrets.

L'orateur se demande ce que notre pays ou l'Union européenne pourraient entreprendre pour améliorer la situation de la population syrienne.

M. Anciaux ne croit pas à l'utilité ni à l'efficacité d'actions militaires unilatérales. Seule une action militaire soutenue par la communauté internationale peut être envisagée. Il espère que les Nations unies auront la possibilité d'envoyer des casques bleus en Syrie pour mettre fin au massacre d'une partie de la population. L'intervenant est convaincu que si le Conseil de sécurité des Nations unies était composé de manière plus équilibrée et que si l'on parvenait à réduire les différents vétos, cela permettrait d'effectuer un grand pas vers le désarmement et une pacification internationale.

L'orateur se dit frustré de devoir assister au massacre quotidien d'une partie de la population syrienne. Il pense qu'un régime strict de sanctions permettrait probablement de faire évoluer les choses, même si les premières victimes des sanctions sont les populations locales.

Par ailleurs, il est essentiel de développer des contacts avec l'opposition au régime syrien. Il n'est malheureusement pas facile de déterminer clairement qui est l'opposition. Il faut éviter de remplacer la peste par le choléra en soutenant des gens dont le profil n'est pas plus recommandable que celui des membres du régime auquel ils s'opposent. M. Anciaux plaide pour que notre pays prenne des initiatives afin de garantir le caractère démocratique de l'opposition syrienne. Il faut convaincre les opposants syriens de l'importance de mettre en place un véritable régime démocratique respectant la diversité. La Syrie est un pays très divisé et la démocratie est justement un régime qui permet aux différents courants présents dans la société de s'exprimer.

M. Torfs souhaite cependant que la dimension économique de la problématique (c'est-à-dire les sanctions) soit quelque peu étoffée dans le texte. Les sanctions économiques constituent un moyen de pression adéquat et qui a déjà fait ses preuves vis-à-vis d'autres pays. La priorité est que le régime en place cède face aux pressions car il y a de nouvelles victimes tous les jours.

M. De Bruyn fait remarquer que la situation sur le terrain a profondément évolué depuis le dépôt de la proposition de résolution n° 5-1252 en octobre 2011. L'amendement n° 1 apporte des adaptations pleinement justifiées et propose un texte équilibré.

M. Mahoux souligne que seul un mandat des Nations unies peut conférer une légitimité à une

aspecten breder te ontwikkelen, zoals de rol van de Arabische Liga in het dossier. We moeten echter vaststellen dat de hoop die de actie van de Arabische Liga heeft gewekt, tot op heden geen concrete resultaten heeft opgeleverd.

Spreker vraagt zich af wat ons land of de Europese Unie kunnen doen om de toestand van de Syrische bevolking te verbeteren.

De heer Anciaux gelooft niet in het nut noch de efficiëntie van eenzijdige militaire acties. Alleen een door de internationale gemeenschap gedragen militaire actie kan worden overwogen. Hij hoopt dat de Verenigde Naties de mogelijkheid zullen krijgen om blauwhelmen naar Syrië te zenden om het bloedbad onder een deel van de bevolking te stoppen. Spreker is ervan overtuigd dat wanneer de Veiligheidsraad evenwichtiger zou samengesteld zijn en de diverse veto's kon verminderen, het mogelijk zou worden een grote stap naar internationale ontwapening en pacificatie te zetten.

Spreker zegt gefrustreerd te zijn omdat hij moet toekijken hoe een deel van de Syrische bevolking vermoord wordt. Hij denkt dat een strikte sanctieregeling waarschijnlijk voor verandering kan zorgen, ook al is de plaatselijke bevolking het eerste slachtoffer van de sancties.

Het is tevens essentieel dat er contacten tot stand worden gebracht met de oppositie tegen het Syrisch regime. Het is helaas niet gemakkelijk duidelijk te bepalen wie de oppositie is. Men mag de pest niet door de cholera vervangen door mensen te steunen met een profiel dat niet aanbevelenswaardiger is dan dat van het regime waartegen ze zich verzetten. De heer Anciaux pleit ervoor dat ons land initiatieven neemt om het democratische karakter van de Syrische oppositie te waarborgen. Men moet de Syrische oppositie overtuigen van het belang van een echt democratisch regime met eerbied voor de diversiteit. Syrië is een sterk verdeeld land en de democratie is precies een regime dat de diverse stromingen in de samenleving in staat stelt zich te uiten.

De heer Torfs wenst dat de economische dimensie van de problematiek (dat wil zeggen de sancties) wat meer aan bod komt in de tekst. Economische sancties zijn een geschikt drukkingsmiddel, dat voor andere landen doeltreffend is gebleken. Het belangrijkste is dat het huidige regime aan de druk toegeeft, want er vallen elke dag nieuwe slachtoffers.

De heer De Bruyn wijst erop dat de toestand ter plaatse grondig veranderd is sinds voorstel van resolutie nr. 5-1252 in oktober 2011 werd ingediend. Het amendement nr. 1 brengt verantwoorde aanpassingen en biedt een evenwichtige tekst.

De heer Mahoux onderstreept dat alleen een mandaat van de Verenigde Naties een gewapende

intervention armée. On peut déplorer que certains pays bloquent toute résolution du Conseil de sécurité alors même que les textes présentés ne prévoyaient pas le recours à une intervention armée.

M. Morael affirme que le Sénat doit s'adresser à l'Union européenne.

L'Union européenne décide d'alourdir ses sanctions et d'accentuer l'embargo sur les armes. Or, il semble que Chypre laisse passer une série de marchandises à travers les mailles de l'embargo, au risque de lui enlever toute efficacité. Il faudrait par conséquent que l'UE coordonne le respect de l'embargo par les différents pays membres.

M. Morael rappelle ensuite qu'un panel indépendant de l'ONU a établi une liste de personnalités du régime syrien ayant ordonné des actes contraires aux droits de l'homme. Cette liste n'est pas publique. L'Union pourrait faire pression pour que la liste soit rendue publique. La Cour pénale internationale pourrait de la sorte s'en saisir et entamer des procédures d'enquêtes. Cela constituerait une pression supplémentaire sur le régime et un avertissement visant à mettre fin aux exactions commises à l'égard de la population.

En ce qui concerne l'opposition syrienne et la société civile, M. Morael rappelle que l'Union européenne a reconnu le Conseil national syrien comme représentant légitime de l'opposition. Ce Conseil, qui coordonne environ trois cents organisations, n'est pas la seule instance. Il existe également le Conseil national de coordination des forces de changement. Le gouvernement dispose-t-il d'informations sur l'état réel du rapport des forces au sein de l'opposition en Syrie ?

En ce qui concerne l'envoi des casques bleus en Syrie, Mme Lijnen fait un parallèle avec ce qui s'est passé en Libye : une phase militaire a été lancée mais on n'a pas mené de réflexion sur ce qui devait se passer après les opérations militaires. Or, c'est un élément essentiel si l'on veut assurer le redémarrage d'un pays après une intervention militaire. Si l'on veut que la résolution plaide pour une éventuelle intervention militaire en Syrie, il faudrait impérativement faire également référence à la phase post-militaire.

Par ailleurs, pour ce qui concerne les aspects économiques, Mme Lijnen souligne que l'Union européenne a déjà décidé d'appliquer des sanctions économiques : interdiction des vols cargo, gel de certains avoirs de la Banque centrale, interdiction du commerce des métaux nobles, etc. Il est possible de mentionner ces mesures dans le texte de la résolution.

À la question de l'embargo sur les armes, Mme Lijnen rappelle qu'il existe un consensus sur le plan international pour interdire les livraisons d'armes à des pays ne respectant pas certains standards en matière de

intervention kan legitimeren. Het is betrekenswaardig dat bepaalde landen elke resolutie van de Veiligheidsraad tegenhouden, ook al voorzagen de ingediende teksten niet in een gewapende interventie.

De heer Morael stelt dat de Senaat zich eerst en vooral tot de Europese Unie moet richten.

De EU heeft beslist haar sancties te verzwaren en de klemtoon te leggen op het wapenembargo. Nu blijkt evenwel dat Cyprus een aantal goederen door de mazen van het embargo laat glippen, waardoor het elke efficiëntie dreigt te missen. De EU moet bijgevolg de eerbiediging van het embargo door alle lidstaten coördineren.

De heer Morael herinnert er vervolgens aan dat een onafhankelijk VN-panel een lijst heeft opgesteld van hooggeplaatsten in het Syrische regime die handelingen hebben bevolen welke strijdig zijn met de mensenrechten. Die lijst is niet openbaar. De EU zou druk kunnen uitoefenen opdat de lijst openbaar wordt gemaakt. Het Internationaal Strafhof kan er dan de hand op leggen en onderzoeksprocedures aanvatten. Dat kan het regime nog meer onder druk zetten en het waarschuwen dat het een einde moet maken aan het geweld tegen de bevolking.

Wat de Syrische oppositie en het maatschappelijk middenveld betreft, herinnert de heer Morael eraan dat de EU de Syrische Nationale Raad erkend heeft als legitiem vertegenwoordiger van de oppositie. Die Raad, die ongeveer driehonderd organisaties coördineert, is niet de enige instantie. Er is ook de Nationale Raad voor Coördinatie van de krachten voor verandering. Heeft de regering informatie over de werkelijke staat van de machtsverhoudingen binnen de Syrische oppositie ?

Wat het zenden van blauwhelmen naar Syrië betreft, maakt mevrouw Lijnen de vergelijking met wat in Libië is gebeurd : er werd een militaire fase aangevat, maar er is niet nagedacht over wat er na de militaire operaties diende te gebeuren. Dat is echter een essentieel gegeven indien men een land na een militaire interventie een nieuwe start wil geven. Indien men wil dat de resolutie voor een eventuele militaire interventie in Syrië pleit, dan moet er in elk geval ook naar de post-militaire fase verwezen worden.

Wat de economische aspecten betreft, onderstreept mevrouw Lijnen dat de Europese Unie al beslist om economische sancties te treffen : verbod op vrachtvluchten, bevriezing van bepaalde tegoeden van de Centrale Bank, verbod op de handel in edelmetalen, enz. Men kan die maatregelen in de tekst van de resolutie vermelden.

Wat het wapenembargo betreft, herinnert mevrouw Lijnen eraan dat er een internationale consensus bestaat om wapenleveringen aan landen die bepaalde mensenrechtensnormen schenden, te verbieden. Gelet

droits de l'homme. Vu la situation actuelle en Syrie, il est clair que ce pays ne répond pas à ces standards. Le point 8 du dispositif vise essentiellement à demander une plus grande transparence en ce domaine afin de dénoncer les pays qui procéderaient à des livraisons d'armes à la Syrie.

La notion de société civile est cependant difficile à définir avec précision.

M. Payot, représentant du ministre des Affaires étrangères, souligne qu'il y a effectivement lieu d'actualiser la proposition de résolution étant donné que la situation en Syrie évolue très rapidement. Chaque jour apporte de nouveaux développements.

Le ministre des Affaires étrangères est clairement préoccupé par la situation en Syrie et fournira de plus amples explications sur son analyse de la situation actuelle et sur les efforts qu'il a déployés jusqu'à présent sur le plan diplomatique.

Il souligne l'importance capitale du rôle joué ces derniers mois par la Ligue arabe, dont l'intervention est essentielle pour changer la situation sur le terrain. L'Union européenne et la Ligue arabe entretiennent une très bonne collaboration. De nombreux contacts sont établis entre les deux institutions sur plusieurs plans.

Il est exact que bon nombre de mesures ont déjà été prises par la Ligue sans qu'elles n'aient permis d'enranger des résultats concrets. Cela est lié notamment à la position de certains membres permanents du Conseil de sécurité qui ont bloqué plusieurs initiatives de la Ligue arabe, en l'occurrence la Russie et, dans une moindre mesure, la Chine. La mission d'observation de la Ligue arabe a marqué une étape positive mais n'a pas toujours apporté le changement nécessaire sur le terrain en raison du manque de collaboration des autorités locales. Lorsque la Ligue arabe a voulu saisir les Nations unies du dossier, la Russie et la Chine ont opposé leur veto pour la deuxième fois.

Il est cependant très important que nous continuions à soutenir la Ligue arabe. Lors de la réunion de celle-ci qui s'est tenue au Caire le 12 février 2012, des mesures supplémentaires ont été annoncées. Une résolution a également été adoptée à une très large majorité par l'assemblée générale.

Le 24 février 2012, le ministre a également participé à la première réunion du groupe des « Amis du peuple syrien », qui est une initiative internationale nouvellement mise en place. Ont assisté à cette réunion, outre les pays de l'UE, les pays arabes et d'autres États importants, tels que les États-Unis et la Turquie. Tout cela accroît la pression sur le régime et constitue un signal important à l'égard de la Russie et de la Chine.

op de huidige toestand in Syrië is het duidelijk dat het land niet aan die normen beantwoordt. Punt 8 van het dispositief strekt hoofdzakelijk om meer transparantie op dat gebied te vragen, om de landen die wapens aan Syrië leveren, aan te klagen.

Het concept «maatschappelijk middenveld» is echter moeilijk nauwkeurig te definiëren.

De heer Payot, vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken, merkt op dat de actualisering van de resolutie inderdaad noodzakelijk is gelet op het feit dat de situatie in Syrië zeer snel verandert. Elke dag zijn er nieuwe ontwikkelingen.

De minister van Buitenlandse Zaken is duidelijk bezorgd over de toestand in Syrië en zal nadere uitleg verschaffen over zijn analyse van de huidige situatie en zijn diplomatische inspanningen tot nog toe.

Spreker onderstreept het enorme belang van de rol die de Arabische Liga de laatste maanden heeft gespeeld; deze is bepalend om de situatie op het terrein te kunnen veranderen. Er is een zeer goede samenwerking tussen de Europese Unie en de Arabische Liga. Er zijn op verschillende vlakken heel wat contacten tussen beide instellingen.

Het is juist dat er al heel wat maatregelen door de Liga zijn genomen, echter zonder concrete resultaten. Dit heeft onder andere te maken met de positie van permanente leden in de Veiligheidsraad, namelijk Rusland en in mindere mate China, die enkele initiatieven van de Arabische Liga hebben geblokkeerd. De waarnemingsmissie van de Arabische Liga was een positieve stap, maar heeft niet altijd geleid tot de nodige verandering op het terrein, wegens het gebrek aan samenwerking van de lokale autoriteiten. Op het ogenblik dat de Arabische Liga het dossier dan op het niveau van de Verenigde Naties wilde brengen, hebben Rusland en China voor de tweede maal een veto gesteld.

Het is echter van groot belang dat we de Arabische Liga blijven steunen. Op de vergadering van de Arabische Liga van 12 februari 2012 in Caïro werden bijkomende maatregelen aangekondigd. Tevens werd in de algemene vergadering een resolutie aangenomen met een zeer grote steun.

De minister heeft op 24 februari 2012 ook deelgenomen aan een eerste vergadering van de «Vrienden van de Syrische bevolking», dat een nieuw internationaal initiatief is. Naast de landen van de EU waren ook de Arabische landen en andere belangrijke Staten, zoals de VS en Turkije, aanwezig. Dit alles zet extra druk op het regime en is een belangrijk signaal tegenover Rusland en China.

La situation en Syrie a également été examinée au Conseil des ministres des Affaires étrangères. L'Union européenne a décidé d'adopter de nouvelles sanctions contre la Syrie, en plus des sanctions importantes déjà imposées ces derniers mois, notamment un embargo sur le pétrole et sur les armes.

L'intervenant conclut que la pression s'accroît sensiblement.

En outre, comme le demandait l'Assemblée générale dans sa résolution du 16 février 2012, le secrétaire général des Nations unies a nommé, conjointement avec le secrétaire général de la Ligue arabe, un émissaire spécial pour la Syrie, en la personne de M. Koffi Annan. Il s'agit d'une étape très importante dans la recherche d'une solution politique à la crise syrienne. Il serait indiqué de faire référence à la désignation précitée dans la résolution. L'intervenant espère que M. Annan pourra prendre les contacts qui s'imposent avec les autorités syriennes et les autres partenaires pour trouver une solution.

Le ministre a rencontré le 5 janvier 2012 les représentants de deux groupes d'opposants syriens, notamment le Conseil national Syrien et le du Conseil national de coordination. Le ministre a souligné l'importance pour l'opposition d'avoir un programme et une vision commune. Dans ce cadre, il faut encourager l'opposition à former une plate-forme commune pour avoir une vraie alternative au régime al-Assad. Hélas, ces tentatives de rapprochement entre les différents groupes n'ont pas encore pu se matérialiser.

Tout récemment, lors de la réunion avec le groupe des « Amis du peuple syrien », le Conseil national syrien a été reconnu comme un représentant légitime de l'opposition syrienne (pas comme LE représentant), mais avec une demande, en même temps, de former, sous l'égide de la Ligue arabe, une plate-forme commune avec les autres représentants de l'opposition. Cet exercice est donc en cours; il appartient à la Ligue arabe de l'organiser pour consolider l'opposition syrienne. Au Conseil des affaires étrangères, l'Union européenne a reconnu le Conseil national syrien comme un représentant — non comme LE représentant légitime des Syriens recherchant un changement démocratique et pacifique, tout en appelant également à mettre en place un mécanisme de coordination représentatif sous les auspices de la Ligue arabe et à se mettre d'accord sur une série de principes communs pour travailler à une transition pacifique pour la Syrie.

Il serait opportun de faire référence à cet égard à toutes les mesures prises par l'Union européenne, ainsi qu'aux plaidoyers tenus, lors des réunions du groupe des « Amis du peuple syrien » et du Conseil des

De toestand in Syrië werd ook besproken in de Raad van de ministers van Buitenlandse Zaken. De Europese Unie besliste bijkomende sancties tegen Syrië aan te nemen, naast de belangrijke sancties die de laatste maanden reeds werden genomen, zoals een olie- en wapenembargo.

Spreker besluit dat de druk duidelijk wordt opgedreven.

De Secretaris-generaal van de Verenigde Naties heeft bovendien, samen met de Secretaris-generaal van de Arabische Liga, op vraag van de Algemene Vergadering, in de resolutie van 16 februari 2012 een speciaal gezant voor Syrië benoemd, namelijk de heer Koffi Annan. Dit is een zeer belangrijke stap om een politieke oplossing te vinden voor de crisis. Het kan aangewezen zijn in de resolutie te verwijzen naar deze benoeming. Spreker hoopt dat de heer Annan de nodige contacten kan leggen met de Syrische overheden en de andere partners om een oplossing te vinden.

De minister had op 5 januari 2012 een ontmoeting met vertegenwoordigers van de twee Syrische oppositiegroepen, met name de Syrische Nationale Raad en het Nationaal Coördinatiecomité. De minister benadrukte dat het belangrijk is dat de oppositie een programma en een gemeenschappelijke visie heeft. In dat kader moet men de oppositie aanmoedigen een gemeenschappelijk platform te vormen dat een echt alternatief kan zijn voor het bewind van al-Assad. Helaas hebben die toenaderingspogingen tussen de verschillende groepen nog geen vaste vorm gekregen.

Onlangs werd tijdens een vergadering met de « Vrienden van de Syrische bevolking » de Syrische Nationale Raad erkend als een wettige vertegenwoordiger van de Syrische oppositie (niet als DE vertegenwoordiger), maar waarbij tegelijk het verzoek werd geformuleerd om onder auspiciën van de Arabische Liga een gemeenschappelijk platform te vormen met de overige vertegenwoordigers van de oppositie. Hieraan wordt dus gewerkt; de Arabische Liga dient dit te organiseren om de Syrische oppositie te consolideren. In de Raad Buitenlandse Zaken heeft de Europese Unie de Syrische Nationale Raad erkend als een wettige vertegenwoordiger — niet als DE vertegenwoordiger — van de Syriërs die een democratische en vreedzame verandering zoekt. Ze roept ook op tot de oprichting van een representatief coördinatiemechanisme onder auspiciën van de Arabische Liga en te komen tot een aantal gemeenschappelijke beginselen met het oog op een vreedzame overgang voor Syrië.

Het zou goed zijn ter zake te verwijzen naar alle maatregelen die werden genomen door de Europese Unie, en ook naar de pleidooien, tijdens de vergaderingen met de « Vrienden van de Syrische bevolking »

Affaires étrangères, afin que les États non membres de l'UE prennent eux aussi des mesures similaires.

L'aspect humanitaire revêt une importance capitale et est prioritaire. L'intervenant fait référence à la situation qui existe à Homs, où il est plus que nécessaire d'organiser des actions humanitaires pour secourir la population civile victime des exactions du régime. Les Nations unies ne sont pas favorables au recours à des actions militaires pour soutenir l'aide humanitaire. Il faut privilégier l'aide apportée par les canaux existants. Ainsi, le Comité international de la Croix-Rouge est actif sur le terrain pour examiner les possibilités.

Les interventions militaires et l'envoi de casques bleus ne peuvent se faire que dans le cadre d'un mandat donné par les Nations unies, en l'occurrence du Conseil de sécurité. L'intervenant souligne l'importance du rôle actif et des demandes d'une organisation régionale, telle que la Ligue arabe, auprès des Nations unies.

M. Morael explique qu'il a appris de sources différentes que des officiers français, conseillers opérationnels auprès de certains groupes armés de l'opposition, auraient été capturés par l'armée syrienne. Le gouvernement français aurait déjà commencé à négocier avec le gouvernement syrien sur la libération de ces personnes. Si cette information se confirme, elle mettrait en évidence la nécessité de coordination au sein de l'Union européenne concernant l'approche diplomatique ou militaire.

M. Mahoux demande si la Syrie fait toujours partie du Conseil des droits de l'homme à Genève.

M. Payot répond qu'en mai 2011, la Syrie était candidate à un siège au Conseil des droits de l'homme. À la suite d'une campagne diplomatique de pression pour que la Syrie se retire, le siège a été attribué au Koweït.

IV. DISCUSSION DE L'AMENDEMENT N° 1 ET DES SOUS-AMENDEMENTS

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 5-1252/2) qui remplace l'ensemble du texte de la proposition de résolution. La commission décide de poursuivre la discussion sur la base de cet amendement. Plusieurs sous-amendements à cet amendement (amendements n°s 2 à 22) sont déposés.

en de Raad Buitenlandse Zaken, opdat ook de niet-Europese lidstaten gelijkaardige maatregelen zouden treffen.

Het humanitair aspect is uiterst belangrijk en prioritair. Spreker verwijst naar de situatie in Homs, waar humanitaire acties bijzonder noodzakelijk zijn om hulp te bieden aan de burgerbevolking dat slachtoffer is van de wreedheden van het regime. De Verenigde Naties zijn geen voorstander van militaire acties om humanitaire hulp te ondersteunen. Men moet de voorrang geven aan hulp via de bestaande kanalen. Zo is het Internationaal Comité van het Rode Kruis actief op het terrein om de mogelijkheden te onderzoeken.

Militaire interventies en het sturen van blauwhelmen zijn alleen mogelijk in het kader van een VN-mandaat, *in casu* een mandaat van de Veiligheidsraad. Spreker benadrukt dat de actieve rol en het verzoek van een regionale organisatie, zoals de Arabische Liga, bij de Verenigde Naties belangrijk zijn.

De heer Morael deelt mee dat hij uit verschillende bronnen heeft vernomen dat Franse officiers, operationele adviseurs voor enkele gewapende groepen van de oppositie, gevangen zouden zijn genomen door het Syrische leger. De Franse regering zou al met de Syrische regering aan het onderhandelen zijn over hun vrijlating. Als die informatie klopt, toont dit aan dat coördinatie binnen de Europese Unie noodzakelijk is voor een diplomatieke of militaire benadering.

De heer Mahoux vraagt of Syrië nog steeds deel uitmaakt van de VN-Mensenrechtenraad in Genève.

De heer Payot antwoordt dat Syrië in mei 2011 kandidaat was voor een zetel in de Mensenrechtenraad. Na diplomatieke druk waarbij Syrië werd verzocht zich terug te trekken, werd de zetel toegewezen aan Koeweit.

IV. BESPREKING VAN HET AMENDEMENT NR. 1 EN VAN DE SUBAMENDEMENTEN

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 1 (stuk Senaat, nr. 5-1252/2) in dat de tekst van het voorstel van resolutie in zijn geheel vervangt. De commissie beslist om dit amendement als uitgangspunt voor de verdere besprekking te nemen. Op dit amendement worden vervolgens verschillende subamendementen (amendementen nrs. 2 tot 22) ingediend.

1. Considérants

Point D

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 13 visant à supprimer le point D proposé qui n'a pas de lien direct avec la question syrienne.

L'amendement n° 13 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point G

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 21 qui tend à remplacer, dans les considérants, le point G par ce qui suit : «considérant que depuis sa prise de fonctions, Bashar al-Assad a uniquement cherché à renforcer le pouvoir de son régime et n'a voulu mener aucune réforme politique».

L'amendement n° 21 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point J

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 14 qui tend à compléter le point J des considérants par les mots : «que plusieurs journalistes nationaux et internationaux ont perdu la vie alors qu'ils tentaient de relater les événements se déroulant en Syrie».

Selon Mme Lijnen, cet amendement attire l'attention sur la violence dont les journalistes sont victimes.

L'amendement n° 14 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point O

M. Payot, représentant du ministre des Affaires étrangères, considère que le point O ne semble viser que des sanctions économiques. Or, les dernières décisions des Nations unies ne prévoient aucune sanction économique. Il s'agissait plutôt d'un message politique de soutien au plan de transition de la Ligue arabe et demandant au président al-Assad de céder le pouvoir au vice-président. Le veto émis au sein du Conseil de sécurité des Nations unies a rendu toute prise de sanction impossible, tout en réduisant à néant les efforts politiques déployés pour trouver une solution à la crise.

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 3 visant à compléter le point O proposé par ce qui suit : «et a fait obstacle à la mise en œuvre d'une solution politique au conflit».

1. Considerans

Punt D

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 13 in om het voorgestelde punt D te schrappen omdat dit punt niet direct verbonden is met de kwestie Syrië.

Het amendement nr. 13 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt G

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 21 in dat ertoe strekt het punt G als volgt te vervangen : «overwegende dat Bashar al-Assad sinds zijn aantreden alleen de macht van zijn regime heeft willen consolideren en geen politieke hervormingen heeft willen doorvoeren».

Het amendement nr. 21 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt J

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 14 in dat ertoe strekt het punt J aan te vullen met de woorden «dat verschillende nationale en internationale journalisten het leven lieten bij de verslaggeving van de gebeurtenissen in Syrië».

Volgens mevrouw Lijnen wordt door dit amendement de aandacht getrokken op het geweld jegens de journalisten.

Het amendement nr. 14 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt O

Volgens de heer Payot, vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken, lijkt het punt O alleen economische sancties te viseren. In de laatste beslissingen van de VN werden evenwel geen economische sancties bepaald. Het ging eerder om een politieke boodschap, waarbij steun werd betuigd aan het overgangsplan van de Arabische Liga, met het verzoek aan president al-Assad de macht over te dragen aan de vicepresident. Door het veto in de VN-Veiligheidsraad was het dus niet alleen onmogelijk sancties te treffen, maar werden ook de politieke inspanningen om een oplossing voor de crisis te vinden tenietgedaan.

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 3 in om het punt P als volgt aan te vullen : «en wat de vooruitgang met betrekking tot een politieke oplossing in het conflict heeft verhinderd».

L'amendement n° 3 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point P

M. De Bruyn et consorts déposent l'amendement n° 2 qui vise à remplacer le point P des considérants par ce qui suit :

« vu la réaction de la Ligue arabe face à la violence qui sévit en Syrie, et plus précisément sa déclaration du 22 janvier 2012, son plan d'action du 2 novembre 2011 et les décisions y afférentes du 22 janvier 2012; »

M. De Bruyn explique qu'il souhaite que la résolution mentionne de manière plus explicite les efforts entrepris par la Ligue arabe. En fait, c'est la première fois que la Ligue arabe entreprend de telles démarches pour rappeler à l'ordre un État ami.

M. Mahoux soutient l'idée de renvoyer aux démarches de la Ligue arabe, même si celles-ci n'ont pas été vraiment efficaces. Il faut se réjouir du fait qu'un consensus se soit dégagé au sein de la Ligue pour faire certaines propositions.

Au lieu de remplacer intégralement le texte du point P proposé, M. Anciaux propose d'insérer le texte de l'amendement n° 2 dans le point P.

La commission décide à l'unanimité de remplacer le point P par ce qui suit : « vu la réaction de la Ligue arabe face à la violence qui sévit en Syrie, et plus précisément sa déclaration du 22 janvier 2012, son plan d'action du 2 novembre 2011 et les décisions y afférentes des 22 janvier et 12 février 2012, qui consistent notamment à suspendre le pays en tant que membre de l'organisation, à dépecher une mission d'observation sur place et à proposer qu'une force de maintien de la paix internationale soit déployée en Syrie ».

En conséquence, l'amendement n° 2 est retiré par son auteur.

Point R

M. Payot, représentant du ministre des Affaires étrangères, estime qu'il sera difficile de saisir la Cour pénale internationale du cas de la Syrie étant donné qu'un renvoi devant la Cour pénale internationale ne peut être décidé qu'à la demande de la Syrie elle-même ou sur requête du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette dernière hypothèse paraît peu vraisemblable, compte tenu de la position de la Russie et de la Chine.

Het amendement nr. 3 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt P

De heer De Bruyn c.s. dient het amendement nr. 2 in dat het punt P als volgt wil vervangen :

« verwijzend naar de reactie van de Arabische Liga op het geweld in Syrië en meer concreet naar hun verklaring van 22 januari 2012 en naar het Actieplan van de Arabische Liga van 2 november 2011 en de bijbehorende beslissingen van 22 januari 2012 ».

De heer De Bruyn legt uit dat er in de resolutie meer nadruk moet worden gelegd op de inspanningen van de Arabische Liga. Het is in feite de eerste keer dat de Arabische Liga dergelijke stappen onderneemt om een bevriende Staat tot de orde te roepen.

De heer Mahoux steunt de idee om te verwijzen naar de inspanningen van de Arabische Liga, ook al zijn ze niet echt doeltreffend geweest. Men moet verheugd zijn dat er een consensus is bereikt binnen de Liga om bepaalde voorstellen te doen.

De heer Anciaux stelt voor om, in plaats van het voorgestelde punt P in zijn geheel te vervangen, de tekst van het amendement nr. 2 in te voegen in de punt P.

De commissie beslist eenparig het punt P als volgt te vervangen « verwijzend naar de reactie van de Arabische Liga op het geweld in Syrië en meer concreet naar hun verklaring van 22 januari 2012, haar Actieplan van 2 november 2011 en de bijbehorende beslissingen van 22 januari en 12 februari 2012 die onder meer bestaan in het schorsen van het land als lid, het sturen van een observatiemissie en het formuleren van het voorstel om een internationale vredesmacht naar Syrië te sturen ».

Het amendement nr. 2 wordt dientengevolge door de auteur ingetrokken.

Punt R

Volgens de heer Payot, vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken, zal het moeilijk zijn Syrië te betrekken bij het Internationaal Strafhof, gelet op het feit dat een verwijzing voor het Internationaal Strafhof slechts kan gebeuren op vraag van Syrië zelf of op basis van een verzoek van de VN-Veiligheidsraad. Dit lijkt weinig haalbaar, gelet op de standpunten van Rusland en China.

Points S, T, U, V, W, X (nouveaux)

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 4 tendant à compléter les considérants par les points suivants :

« S. se référant à la déclaration finale de la première conférence des Amis du peuple syrien qui s'est tenue à Tunis le 24 février 2012, dans laquelle ceux-ci condamnent la violation des droits de l'homme par le régime syrien;

T. vu la décision prise par l'Union européenne en matière de relations extérieures, à savoir la décision 2012/122/PESC du 27 février 2012 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Syrie;

U. vu la désignation de Kofi Annan comme émissaire spécial conjoint des Nations unies et de la Ligue arabe sur la crise en Syrie;

V. vu la création récente, au sein des Nations unies, d'une commission d'enquête internationale chargée d'établir un rapport qui contient une liste confidentielle de personnes suspectées d'avoir commis des crimes contre l'humanité en Syrie;

W. se référant au rapport de la commission d'enquête internationale indépendante pour la Syrie du 23 novembre 2011, qui fait état des violations graves et généralisées des droits de l'homme et des libertés fondamentales commises par l'armée syrienne, les troupes de sécurité et des milices gouvernementales, et considérant que la commission d'enquête a constaté que des crimes contre l'humanité ont été perpétrés en Syrie;

X. se référant aux résolutions 1325 et suivantes des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité, qui attribuent notamment aux femmes un rôle actif dans la prévention, la maîtrise et le règlement de conflits armés; ».

Les amendements n^{os} 16 et 17, qui dont des sous-amendements à l'amendement n° 4, sont ensuite déposés.

L'amendement n° 17 vise à remplacer le point S proposé dans l'amendement n° 4 par ce qui suit : « se référant à la déclaration finale de la première conférence des Amis de la Syrie qui s'est tenue à Tunis le 24 février 2012, dans laquelle ceux-ci condamnent la violation des droits de l'homme par le régime syrien, expriment leur soutien à la Ligue arabe et à l'opposition, appellent à une transition politique, demandent que des comptes soient rendus pour les crimes commis par le régime et soulignent l'importance de l'aide humanitaire ».

Punten S, T, U, V, W, X (nieuw)

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 4 in dat ertoe strekt aan de voorgestelde considerans volgende nieuwe punten toe te voegen :

« S. verwijzend naar de slotverklaring van de eerste conferentie van de Vrienden van de Syrische bevolking op 24 februari 2012 in Tunis, waarin deze de schending van de mensenrechten door het Syrische regime veroordelen;

T. gelet op de beslissing van de Europese Unie inzake Buitenlandse Betrekkingen, met name 2012/122/PESC van 27 februari 2012 met betrekking tot bijkomende beperkende maatregelen ten aanzien van Syrië;

U. verwelkomende de aanduiding door de Verenigde Naties en de Arabische Liga van Kofi Annan als gemeenschappelijk Speciaal Gezant voor de crisis in Syrië;

V. gezien de recente oprichting in de schoot van de Verenigde Naties van een internationale onderzoekscommissie belast met het opstellen van een verslag met een vertrouwelijke lijst van verdachten die misdaden tegen de menselijkheid begaan zouden hebben in Syrië;

W. verwijzend naar het verslag van de onafhankelijke internationale onderzoekscommissie voor Syrië van 23 november 2011, waarin melding wordt gemaakt van wijdverspreide en ernstige schendingen van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden door het Syrische leger, de veiligheidstroepen en regeringsgezinde milities; overwegende dat de onderzoekscommissie heeft vastgesteld dat in Syrië misdaden tegen de menselijkheid zijn begaan;

X. verwijzend naar de VN-resoluties 1325 en volgende over vrouwen, vrede en veiligheid die onder meer vrouwen een actieve rol toedelen in de preventie, beheersing en oplossing van gewapende conflicten; ».

Op dit amendement nr. 4 worden vervolgens de amendementen nrs. 16 en 17 ingediend.

Het amendement nr. 17 strekt ertoe om het voorgestelde punt S in amendement nr. 4 als volgt te vervangen : « verwijzend naar de slotverklaring van de eerste conferentie van de Vrienden van de Syrische bevolking op 24 februari 2012 in Tunis, waarin deze de schending van de mensenrechten door het Syrische regime veroordelen, hun steun aan de Arabische Liga en aan de oppositie verlenen, oproepen tot een politieke transitie, alsook *accountability* van de misdaden van het regime en het belang van humanitaire hulp werden onderstrepen ».

L'amendement n° 17, qui est un sous-amendement à l'amendement n° 4, est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

L'amendement n° 16 vise à compléter le point T proposé à l'amendement n° 4 par ce qui suit: «y compris en ce qui concerne le gel des avoirs de la Banque centrale syrienne et des dirigeants syriens».

Cet amendement est basé sur les observations de M. Reynders, ministre des Affaires étrangères, qui a précisé que le Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne a décidé le 27 février 2012 toute une série de sanctions supplémentaires à l'encontre de la Syrie. Parmi ces sanctions figurent des restrictions à l'égard des dirigeants du régime comme le gel des avoirs de la Banque centrale syrienne et les mesures restrictives relatifs à 7 ministres syriens.

La commission décide de modifier le point T comme suit: «vu la décision n° 3149 du 27 février 2012 de l'Union européenne en matière de relations extérieures, mise en œuvre par la décision 2012/122/PESC du 27 février 2012 concernant des mesures restrictives complémentaires à l'encontre de la Syrie y compris en ce qui concerne le gel des avoirs de la Banque centrale syrienne et des dirigeants syriens».

L'amendement n° 16 est ensuite retiré par son auteur.

L'amendement n° 4, ainsi sous-amendé et corrigé, est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Concernant le point W (nouveau), M. Payot, représentant du ministre des Affaires étrangères, fait remarquer que la commission d'enquête internationale a déjà fait rapport aux Nations unies. Il renvoie aux discussions qui sont en cours, sur la base de ce rapport, au sein du Conseil des droits de l'homme à Genève. Ce dernier se réunira à nouveau à ce propos le 12 mars 2012 et le ministre participera, le 1^{er} mars 2012, au débat ministériel dans le cadre de cette nouvelle session du Conseil des droits de l'homme.

Point Y (nouveau)

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 10 tendant à compléter les considérants par un point Y rédigé comme suit: «considérant le résultat du référendum organisé en Syrie le 26 février 2012, qui a été adopté à la majorité des voix, et qui doit permettre une réforme de la Constitution ouvrant notamment la voie à davantage de pluralité politique».

Het amendement nr. 17 op amendement nr. 4 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Het amendement nr. 16 beoogt het punt T aan te vullen als volgt: «ook wat betreft het bevriezen van de tegoeden van de Syrische centrale bank en van de Syrische leiders».

Dit amendement is gebaseerd op de opmerkingen van de heer Reynders, minister van Buitenlandse Zaken, die verduidelijkt dat de Raad Buitenlandse Zaken van de Europese Unie op 27 februari 2012 beslist heeft om een hele reeks bijkomende sancties tegen Syrië te nemen. Bij die sancties zitten beperkingen voor de leiders van het regime zoals de bevriezing van de tegoeden van de Syrische Centrale Bank en beperkende maatregelen voor 7 Syrische ministers.

De commissie beslist punt T te wijzigen als volgt: «gelet op de beslissing nr. 3149 van 27 februari 2012 van de Europese Unie inzake buitenlandse betrekkingen, ten uitvoer gelegd door de beslissing 2012/122/PESC van 27 februari 2012 met betrekking tot bijkomende beperkende maatregelen ten aanzien van Syrië, ook wat betreft het bevriezen van de tegoeden van de Syrische centrale bank en van de Syrische leiders».

Amendement nr. 16 wordt vervolgens door de indiener ingetrokken.

Het aldus gesubamendeerde en verbeterde amendement nr. 4 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Wat het nieuwe punt W betreft, merkt de heer Payot, vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken, op dat de internationale onderzoekscommissie binnen de VN reeds verslagen heeft uitgebracht. Spreker verwijst naar de discussies die, op basis van dat verslag, aan de gang zijn in de Mensenrechtenraad in Genève. Op 12 maart 2012 zal de Mensenrechtenraad hierover terug bijeen komen en op 1 maart 2012 neemt de minister deel aan het ministerieel debat in het kader van deze nieuwe sessie van de Mensenrechtenraad.

Punt Y (nieuw)

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 10 dat ertoe strekt een nieuw punt Y in te voegen, luidend als volgt: overwegende het resultaat van het referendum dat op 26 februari 2012 in Syrië georganiseerd werd, dat door een meerderheid van de stemmen werd aangenomen, en dat ervoor moet zorgen dat de Grondwet hervormd wordt, waardoor onder andere meer politieke pluraliteit is toegestaan».

M. De Decker estime que l'amendement n° 10 crédibilise un référendum qui ne le mérite pas.

Mme Zrihen considère aussi qu'il ne faut pas s'engager dans cette voie.

En conséquence, l'amendement n° 10 est retiré par son auteur.

Point Z (nouveau)

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 18 visant à compléter les considérants par un point Z rédigé comme suit: « se référant aux résolutions adoptées par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, en date du 29 avril, des 22 et 23 août, du 2 décembre 2011 et du 1^{er} mars 2012 ».

Mme Lijnen considère que cet amendement rend la présente résolution plus précise.

L'amendement n° 18 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

2. Dispositif

Point 1

Mme Arena estime que ce point doit renvoyer à l'ensemble de la population syrienne, qui est victime des violences commises par les troupes de sécurité et les forces de police, et pas uniquement aux manifestants pacifiques.

À la suite de cette observation, la commission décide d'insérer dans le point 1 du dispositif proposé, les mots « la population syrienne, en particulier des » entre les mots « à l'encontre de » et les mots « manifestants pacifiques ».

Point 2

Mme Lijnen et consorts déposent ensuite l'amendement n° 5 tendant à remplacer, au cinquième tiret du point 2, les mots « pour qu'elles mettent un terme au pouvoir absolu du parti Baas au sein de l'État syrien et de la société syrienne » par les mots « pour que le pluripartisme soit effectivement mis en œuvre au sein de l'État syrien ».

L'amendement n° 5 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 20 visant à compléter le point 2 par les mots « pour qu'elles fassent en sorte que le Président Assad quitte sa fonction et cède ses pouvoirs au vice-président de

De heer De Decker meent dat amendement nr. 10 geloofwaardigheid geeft aan een referendum dat die naam niet waardig is.

Mevrouw Zrihen meent ook dat dit pad niet moet worden bewandeld.

Het amendement nr. 10 wordt dientengevolge door de indiener ingetrokken.

Punt Z (nieuw)

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 18 om een nieuw punt Z in te voegen, luidend als volgt: « verwijzend naar de resoluties van de VN-Menserrechtenraad van 29 april 2011, 22 en 23 augustus 2011, 2 december 2011 en 1 maart 2012 ».

Volgens mevrouw Lijnen wordt door dit amendement de accuraatheid van deze resolutie verhoogd.

Het amendement nr. 18 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

2. Dispositief

Punt 1

Voor mevrouw Arena moet dit punt verwijzen naar de hele Syrische bevolking, die het slachtoffer is van het geweld van de veiligheidstroepen en de politiemacht, en niet alleen naar vreedzame demonstranten.

Na die opmerking besluit de commissie in punt 1 van het voorgestelde dispositief de woorden « de Syrische bevolking, in het bijzonder » in te voegen tussen de woorden « tegen » en de woorden « vreedzame demonstranten ».

Punt 2

Mevrouw Lijnen c.s. dient vervolgens het amendement nr. 5 in om in het vijfde gedachtestreepje van punt 2 de woorden « een einde te maken aan de alleenheerschappij van de Ba'th-partij binnen de Syrische staat en samenleving » te vervangen door de woorden « binnen de Syrische Staat het partijpluralisme effectief in te stellen ».

Het amendement nr. 5 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 20 in dat ertoe strekt in het punt 2 aan te vullen met de woorden: « dat president Assad zijn mandaat als president neerlegt, zijn bevoegdheden overdraagt aan

manière à ouvrir la voie à la réalisation de véritables réformes en Syrie».

M. De Decker craint qu'une cession des pouvoirs du président au vice-président ne soit pas une bonne solution. Or, dans ce cas la situation risque de se détériorer.

Mme Lijnen répond que si le président syrien renonce à son mandat, cela entraînera d'office l'organisation d'élections.

Selon M. De Decker, le ministre des Affaires étrangères a assisté à une réunion des «Amis du peuple syrien» à Tunis. Il y a plaidé avec ses homologues du Benelux pour le départ du président syrien. Le président de la Tunisie a déclaré que son pays serait prêt à accueillir le président syrien et sa famille. L'orateur estime qu'il n'est pas nécessaire de développer cette idée puisqu'on se réfère déjà à la décision de la Ligue arabe à cet égard.

Mme Lijnen et consorts déposent ensuite l'amendement n° 22 tendant à insérer au point 2, entre le deuxième et le troisième tirets, un tiret rédigé comme suit : «pour que le président Bachar al-Assad démissionne, abandonne le pouvoir et permette ainsi une transition pacifique dans l'intérêt du pays».

L'amendement n° 20 est retiré par son auteur.

L'amendement n° 22 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Mme Lijnen et consorts déposent encore l'amendement n° 11 tendant à compléter le point 2 par un tiret rédigé comme suit : «pour qu'elles respectent le résultat du référendum organisé le 26 février 2012 et qu'elles appliquent les mesures de fond».

M. Mahoux estime que la proposition de résolution devrait tenir compte du vote intervenu le 26 février dernier pour une nouvelle constitution prévoyant le multipartisme.

L'intervenante renvoie à la discussion de son amendement n° 10 qui proposait de faire cet ajout dans un point Y nouveau des considérants.

En conséquence, l'amendement n° 11 est retiré par son auteure.

Point 3

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 9 visant à supprimer le point 3 dès lors que son contenu figure désormais au point W des considérants.

de viceprésident en plaats maakt voor daadwerkelijke hervormingen in Syrië».

De heer De Decker vreest dat de overdracht van de macht van de president naar de vicepresident geen goede oplossing is. In dat geval zou de situatie kunnen verergeren.

Mevrouw Lijnen antwoordt dat als de president van Syrië zijn mandaat neerlegt er *de facto* verkiezingen zouden worden georganiseerd.

Volgens de heer De Decker woonde de minister van Buitenlandse Zaken in Tunis een bijeenkomst bij van de «Vrienden van de Syrische bevolking». Hij heeft er samen met zijn ambtgenoten van de Benelux gepleit voor het vertrek van de Syrische president. De Tunisische president heeft verklaard dat zijn land bereid zou zijn de Syrische president en zijn gezin op te vangen. Spreker meent dat die idee niet verder ontwikkeld moet worden want er al wordt verwezen naar de beslissing van de Arabische Liga op dat vlak.

Mevrouw Lijnen c.s. dient vervolgens het amendement nr. 22 in dat ertoe strekt in punt 2 een gedachtestreepje in te voegen tussen het tweede en derde gedachtestreepje, luidend als volgt : «dat president Bashar al-Assad zijn mandaat neerlegt, de macht afstaat en plaats maakt voor een vreedzame overgang in het belang van het land».

Het amendement nr. 20 wordt door de auteur ingetrokken.

Het amendement nr. 22 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Mevrouw Lijnen c.s. dient nog het amendement nr. 11 in dat ertoe strekt een nieuw gedachtestreepje aan het punt 2 toe te voegen, luidende : «het resultaat van het referendum van 26 februari 2012 te respecteren en de inhoudelijke maatregelen toe te passen».

De heer Mahoux meent dat in het voorstel van resolutie rekening moet worden gehouden met de stemming van 26 februari jongstleden voor een nieuwe grondwet die in een meerpartijenstaat voorziet.

Spreekster verwijst naar de besprekking van haar amendement nr. 10 die deze toevoeging voorstelde in een nieuw punt Y van de considerans.

Het amendement nr. 11 wordt bijgevolg door de indienster ingetrokken.

Punt 3

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 9 in om het punt 3 te schrappen want de inhoud van dit punt is nu opgenomen is in punt W van de voorgestelde considerans.

L'amendement n° 9 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point 5

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 6 visant à remplacer le point 5 par ce qui suit :

« 5. au niveau européen, avec la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, de soutenir le développement d'une société civile pluraliste, multiconfessionnelle et pacifique, étant donné que celle-ci est pour l'Union européenne le partenaire le plus fidèle et le plus solide pour promouvoir les valeurs démocratiques, la bonne administration et les droits de l'homme; ».

M. Mahoux note que le point 5 suggère d'aider financièrement la « société civile ». La difficulté est de savoir qui se cache derrière cette notion. Le gouvernement peut-il donner des précisions sur ce point ? Qui sont les interlocuteurs éventuels ?

L'amendement n° 6 est retiré par son auteure.

La commission décide à l'unanimité de rédiger le point 5 comme suit : « au niveau européen, avec la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, de mettre plus de moyens financiers à disposition pour l'aide au développement de la société civile en Syrie, étant donné que celle-ci est pour l'Union européenne le partenaire le plus fidèle et le plus solide pour promouvoir les valeurs démocratiques, la bonne administration et les droits de l'homme, et de participer aussi directement à son financement, y compris pour les minorités ».

Point 5bis (nouveau)

Mmes Arena et Zrihen déposent l'amendement n° 12 afin d'insérer un nouveau point 5bis au dispositif, rédigé comme suit : « d'examiner, dans le cadre des accords et relations avec l'Union européenne, les possibilités de geler effectivement les avoirs des dirigeants syriens actuellement impliqués dans la répression de leur population ».

Vu l'adoption de l'amendement n° 16 au point T, l'amendement n° 12 est retiré par les auteurs.

Point 6

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 7 tendant à remplacer le point 6 proposé par ce qui suit : « d'appuyer pleinement, avec les partenaires de l'UE, la Ligue arabe et les ONG, l'idée de la création d'un

Het amendement nr. 9 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt 5

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 6 in teneinde het punt 5 als volgt te vervangen :

« om in EU-verband, samen met de vicevoorzitter van de Commissie en hoge vertegenwoordiger van de Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid, de ontwikkeling van een pluralistische, multi-confessionele en pacifistische maatschappelijk middenveld te ondersteunen, aangezien dat voor de EU de trouwste en sterkste partner is bij het bevorderen van democratische waarden, goed bestuur en mensenrechten ».

De heer Mahoux stelt vast dat punt 5 suggereert het « maatschappelijk middenveld » financieel te steunen. Het probleem is wie achter dat begrip schuilgaat. Kan de regering daarover nadere informatie verstrekken ? Wie zijn de eventuele gesprekspartners ?

Het amendement nr. 6 wordt ingetrokken door de auteur.

De commissie beslist eenparig om het punt 5 als volgt te doen luiden : « om in EU-verband, samen met de vice-voorzitter van de Commissie en Hoge Vertegenwoordiger van de Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid, meer financiële middelen ter beschikking te stellen voor steun voor de ontwikkeling van het maatschappelijk middenveld in Syrië, aangezien dat voor de EU de trouwste en sterkste partner is bij het bevorderen van democratische waarden, goed bestuur en mensenrechten en om dit ook zelf mee rechtstreeks te financieren, inbegrepen voor de minderheden ».

Punt 5bis (nieuw)

De dames Arena en Zrihen dienen amendement nr. 12 in, om een nieuw punt 5bis in het dispositief in te voegen, luidende : « in het kader van de overeenkomsten en betrekkingen met de Europese Unie, na te gaan op welke manier de bezittingen van de Syrische leiders die momenteel betrokken zijn bij de onderdrukking van hun bevolking, daadwerkelijk kunnen worden bevoren ».

Aangezien amendement nr. 16 op punt T is aangenomen, trekken de indieners amendement nr. 12 in.

Punt 6

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement nr. 7 in dat ertoe strekt het voorgestelde punt 6 als volgt te vervangen : « om samen met de EU-partners, de Arabische Liga en NGO's het idee van de inwerking-

corridor humanitaire afin de garantir l'acheminement d'une aide humanitaire vers les victimes; ».

Selon M. De Decker, il faut se référer aussi au Croissant Rouge.

M. Mahoux estime que l'urgence actuelle est d'éviter de nouvelles victimes. L'orateur est favorable à l'idée que la résolution du Sénat demande la création de corridors, même si la communauté internationale ne va pas aussi loin.

Le ministre des Affaires étrangères explique que l'idée d'un corridor humanitaire a été avancée par M. Alain Juppé, le ministre français des Affaires étrangères, à la fin de 2011. Jusqu'ici, cela n'a pas fait l'objet de progression importante dans les négociations. Si le Sénat adopte l'idée d'un corridor humanitaire, il faut savoir que cela nécessite la présence d'une protection militaire.

Mme Arena demande si la commission souhaite garder la formule de corridor humanitaire.

M. De Decker est favorable à l'idée d'un corridor humanitaire, protégé de préférence par des casques bleus des Nations unies. Cela permettrait aussi de protéger le Liban qui est toujours bombardé depuis la Syrie.

Mme Lijnen et consorts déposent ensuite l'amendement n° 19 visant à compléter l'amendement n° 7 par ce qui suit : « d'envisager toutes les options avec les Nations unies, le CICR, les partenaires de l'UE, la Ligue arabe et les ONG, pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire vers les victimes ».

La commission décide à l'unanimité de rédiger le point 6 comme suit : « 6. d'envisager toutes les options, dans le cadre des Nations unies avec les partenaires de l'UE, la Ligue arabe, le Comité international de la Croix rouge, le Croissant rouge et les ONG, et notamment d'encourager vivement la création de corridors humanitaires afin de garantir l'acheminement d'une aide humanitaire vers les victimes ».

En conséquence, les amendements n°s 7 et 19 sont retirés par leurs auteurs.

Point 8bis (nouveau)

M. Morael dépose l'amendement n° 15 qui tend à insérer un nouveau point 8bis rédigé comme suit : « de plaider auprès de l'Union européenne pour une coordination et une application identique par les 27 États membres des sanctions prises à l'égard de la Syrie et tout particulièrement en ce qui concerne l'embargo sur les armes ».

L'amendement n° 15 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

stellung van een humanitaire corridor sterk aan te prijzen, zodat humanitaire hulp geleverd kan worden aan de slachtoffers ».

Volgens de heer De Decker moet ook de Rode Halve Maan worden vermeld.

De heer Mahoux meent dat nu dringend moet worden voorkomen dat nieuwe slachtoffers vallen. Spreker is voorstander van het idee dat de resolutie van de Senaat het vormen van corridors vraagt, ook al gaat de internationale gemeenschap niet zo ver.

De minister van Buitenlandse Zaken legt uit dat het idee van een humanitaire corridor einde 2011 geopperd werd door de heer Alain Juppé, Frans minister van Buitenlandse Zaken. Tot dusver werd daarover in de onderhandelingen weinig vooruitgang geboekt. Indien de Senaat voor het idee van een humanitaire corridor kiest, dient men te weten dat daarvoor militaire bescherming noodzakelijk is.

Mevrouw Arena vraagt of de commissie de formule van de humanitaire corridor wenst te handhaven.

De heer De Decker is voorstander van het idee van een humanitaire corridor, die bij voorkeur door de VN-blauwhelmen wordt beschermd. Op die manier kan ook Libanon, dat nog steeds vanuit Syrië gebarbeerd wordt, worden beschermd.

Mevrouw Lijnen c.s. dient vervolgens het amendement nr. 19 in om het amendement 7 als volgt aan te vullen : « om samen met de VN, ICRC, EU-partners, de Arabische Liga en NGO's alle opties te bekijken, zodat humanitaire hulp geleverd kan worden aan de slachtoffers ».

De commissie beslist eenparig om het punt 6 als volgt te doen luiden : « om in het raam van de Verenigde Naties, samen met de EU-partners, de Arabische Liga, het Internationaal Comité van het Rode Kruis, de Rode Halve Maan en NGO's alle opties te overwegen, onder meer de inwerkingstelling van humanitaire corridors sterk aan te prijzen, zodat aan de slachtoffers humanitaire hulp kan gegeven worden ».

De amendementen nrs. 7 en 19 worden bijgevolg ingetrokken door de auteurs.

Punt 8bis (nieuw)

De heer Morael dient amendment nr. 15 in, dat strekt om een nieuw punt 8bis in te voegen, luidende : « bij de Europese Unie te pleiten voor coördinatie en voor de identieke toepassing door de 27 lidstaten van de sancties die Syrië worden opgelegd, in het bijzonder wat het wapenembargo betreft; ».

Amendment nr. 15 wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Point 10 (nouveau)

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 8 visant à insérer dans le dispositif un point 10 rédigé comme suit : « d'associer les femmes en tant que partenaire à part entière à la mise en place du processus de paix en Syrie, conformément à la résolution 1325 des Nations unies ».

L'amendement n° 8 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

V. VOTE FINAL

L'amendement n° 1 amendé et la proposition de résolution ainsi amendée ont été adoptés à l'unanimité des 10 membres présents.

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la rédaction du présent rapport.

Les rapporteurs,
Piet DE BRUYN.
Rik TORFS.

Le président,
Karl VANLOUWE.

*
* *

**Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat n° 5-1252/4 – 2011/2012).**

Punt 10 (nieuw)

Mevrouw Lijnen c.s. dient het amendement 8 in om een nieuw punt 10 te voegen, luidende : « vrouwen als een volwaardige partner te betrekken bij de totstandkoming van het vredesproces in Syrië, conform de resolutie 1325 van de VN ».

Het amendement nr. 8 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

V. EINDSTEMMING

Het geamendeerde amendement nr. 1 en het aldus geamendeerde voorstel van resolutie worden eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Vertrouwen werd geschenken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteurs,
Piet DE BRUYN.
Rik TORFS.

De voorzitter;
Karl VANLOUWE.

*
* *

**Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat, nr. 5-1252/4 – 2011/2012).**